Document generated on 04/27/2024 1:22 p.m.

Études internationales

Nordenstreng, Kaarle et Schiller, Herbert I. (edited by), *National Sovereignty and International Communication,* Norwood (N.J.), Ablex Publishing Corporation, 1979, 304 p.

Florian Sauvageau

Volume 11, Number 3, 1980

Quelques jalons de l'apport canadien au droit international

URI: https://id.erudit.org/iderudit/701099ar
DOI: https://doi.org/10.7202/701099ar

See table of contents

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)
1703-7891 (digital)

Explore this journal

Cite this review

Sauvageau, F. (1980). Review of [Nordenstreng, Kaarle et Schiller, Herbert I. (edited by), *National Sovereignty and International Communication,* Norwood (N.J.), Ablex Publishing Corporation, 1979, 304 p.] *Études internationales*, *11*(3), 570–571. https://doi.org/10.7202/701099ar

Tous droits réservés © Études internationales, 1980

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

coup d'oeil une vue rapide et précise des quotidiens de chaque pays : titre, tirage, lieu et date de publication ou de lancement. Le même travail est accompli pour les postes de radiodiffusion et de télévision. De ce point de vue le livre de M. Rugh est un excellent catalogue et un ouvrage de référence utile, nécessaire et unique.

Quant à l'approche analytique nous hésitons à approuver les trois catégories selon lesquelles M. Rugh a réparti les pays arabes et leur presse. En effet il a classé la presse arabe en « mobilization press », « loyalist press » et « diverse press ». Ce que l'on pourrait traduire et expliquer en « presse mobilisatrice » de l'opinion au profit du régime en place ; « presse loyaliste » ce qui veut poliment dire complètement soumise au gouvernement et enfin « presse diversifiée » ou relativement libre.

On se demande pourquoi l'auteur rejette les catégories universelles appliquées dans tous les autres pays du monde en ce qui concerne les rapports des média et du gouvernement. Y aurait-il une arrière pensée « politique » dans ses nouvelles catégories « arabes » que l'auteur essaie d'établir laborieusement.

On demeure songeur en lisant que la presse du Maroc et du Koweit est classée avec celle du Liban dans la catégorie « diverse » alors que chacun sait que les journaux de ces pays sont aussi muselés qu'ailleurs.

Il y aurait donc beaucoup à dire sur les catégories établies par M. Rugh. La presse dans les pays arabes comme dans la plupart des pays sous-développés est contrôlée par le pouvoir. Elle sera donc progressiste ou réactionnaire, pro-occidentale ou pro-soviétique selon le régime, ou encore à la solde de tel ou tel gouvernement arabe à prétention régionaliste comme l'Égypte, la Syrie, l'Irak, l'Arabie Séoudite ou la Libye. M. Rugh le démontre d'ailleurs très bien dans son analyse des tendances de cette presse.

Le Liban par ailleurs était un cas unique où l'anarchie et la vénalité de la presse reflétait l'absence d'un pouvoir central et de moralité : ce que la dernière guerre civile a prouvé.

Il faut aussi souligner l'absence de toute référence à la presse palestinienne de Cisjordanie, le diplomate chez M. Rugh ayant sans doute détourné le chercheur de ce terrain délicat. Mentionnons enfin l'expansion de la presse arabe à Paris et à Londres après la tragédie libanaise quoique cette expansion s'est faite après 1976, date à laquelle s'arrête le livre de M. Rugh.

Malgré ses faiblesses « politiques » la recherche de M. Rugh demeure pour tout étudiant ou personne intéressée au monde arabe un ouvrage unique de référence.

Fouad SAAD

Département de science politique,
Collège Jean de Brébeuf

NORDENSTRENG, Kaarle et SCHILLER, Herbert I. (edited by), *National Sovereignty and International Communication*, Norwood (N.J.), Ablex Publishing Corporation, 1979, 304p.

L'auto-publicité de l'ouvrage a de quoi retenir l'attention. « Sixteen worldwide communications experts examine the new and explosive problems in the traffic rules of international communications from the perspective of the social sciences, law, journalism, international politics, even technology - all from a pluralistic, largely non-Western point of view ». On s'attend donc à de l'inédit sur un thème par contre bien connu.

Qu'il s'agisse en effet de cinéma, d'émissions de télévision, de nouvelles, et bientôt de banques de données, nul ne conteste plus le déséquilibre qui s'est créé depuis trente ans, au nom de la libre circulation (« free flow ») de l'information, dans l'échange des produits culturels entre les pays industrialisés les plus importants et le Tiers-Monde, ou de façon plus générale, les petits pays. Le rôle des entreprises américaines est aussi notoire dans

cette invasion culturelle où (p. 66) « rock music and comic books and « Kojak » threaten not only local tribal cultures but the great traditions of societies such as Thailand, Israel, and Iran » (avec le ressac que l'on sait). Le village est maintenant global en ce sens qu'il devient américain, les communications ayant remplacé « the nineteenth century gunboats in obtaining imperial control over the peoples and resources of developing nations » (p. 110). On a choisi l'Amérique latine (p. 33ss.) pour illustrer ce phénomène de pénétration des médias américains, on aurait pu tout aussi bien choisir le Canada, « colonie culturelle des États-Unis », selon les termes du président de Radio-Canada que Nordenstreng et Schiller nous rappellent en introduction. L'un et l'autre cas ont fait l'objet de nombreux articles, analyses et commentaires.

C'est d'ailleurs là la grande faiblesse de l'ouvrage. S'il fait le tour de la plupart des aspects importants du débat (*v.g.* développement national, satellites, principes de droit international), le livre n'apprendra que peu de choses à quiconque s'intéresse un tant soit peu au sujet. La plupart des textes (c'est un défaut courant du genre: « reader ») ont déjà été publiés ailleurs ou ont fait l'objet d'exposés à l'une des nombreuses rencontres internationales consacrées à ce problème ces dernières années. En fait, seulement deux chapitres de l'ouvrage sont inédits dont l'un, d'actualité brûlante, sur la télévision par satellites, la liberté d'information et la souveraineté nationale (p. 154ss.).

Autre carence de l'ouvrage: il ne s'intéresse pas aux liens essentiels entre le souhait du Tiers-Monde d'en arriver à un nouvel ordre mondial de l'information et la recherche d'un nouvel ordre économique (le 5e sommet des pays non-alignés, en 1976, avait déjà conclu que les deux objectifs étaient également importants). Par contre, le parti pris des responsables de l'ouvrage (Schiller s'attaque depuis un livre publié en 1969 aux multinationales américaines dans le domaine des communications et Nordenstreng est président de l'Organisation internationale des journalistes, largement dominée par les pays de l'Est et leur philosophie de l'information) ne les empêche pas de faire place à quelques textes étrangers à leur préoccupations, dont celui du professeur Ithiel de Sola Pool, du MIT, conseiller du gouvernement et de grandes sociétés américaines, pour qui souvent « what is described as protection of the national culture is rather the protection of the existing government » (p. 141).

Car c'est bien ainsi que se pose le problème. S'il est vrai que des corporations multinationales dominent le marché mondial des produits culturels, sous le couvert de la libre circulation de l'information et au mépris de la souveraineté des États-récepteurs, il est aussi exact, par exemple, que sans les agences internationales de presse (Associated Press, United Press International, Reuter, Agence France-Presse), nombre d'informations véridiques mais défavorables à certains chefs d'États autoritaires ne seraient jamais publiées. « Between the state and the market, if neither is to be trusted, what is there ? », se demande la journaliste britannique Rosemary Righter, dans un autre livre (*Whose news ? Politics, the Press and the Third World*, Burnett Books, London, 1978) consacré au même sujet et qui défend un point de vue contraire à celui de Nordenstreng et Schiller. La réponse à la question se situe bien au delà des mass media et des problèmes de communications ; elle embrasse la conception générale que l'on se fait de la vie en société.

Florian SAUVAGEAU

Département d'information et communication, Université Laval

EUROPE OCCIDENTALE

HERMAN, Valentine et SCHENDELEN, Rinus, van, (eds) *The European Parliament and the National Parliaments* Farnborough, Saxon House, 1979, xx, + 324p.